



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Institut Technique de l'Aviculture de la Cuniculture et de la Pisciculture - ITAVI

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Institut Technique de l'Aviculture de la Cuniculture et de la Pisciculture - ITAVI
7 rue du Faubourg-Poissonnière - 75009 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Institut Technique de l'Aviculture de la Cuniculture et de la Pisciculture - ITAVI

7 rue du Faubourg-Poissonnière - 75009 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association Institut Technique de l'Aviculture de la Cuniculture et de la Pisciculture - ITAVI,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut Technique de l'Aviculture de la Cuniculture et de la Pisciculture - ITAVI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point dans la note « FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE », qui expose le changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation des fonds dédiés.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 5 juin 2024

KPMG SA

Yves Delmas

Associé

ACTIF	Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023			01/01/2022 au 31/12/2022
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	107 757,07	102 387,12	5 369,95	16 671,58
Autres	6 097,97	6 097,97		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes	2 000,00		2 000,00	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.	300 292,64	276 288,74	24 003,90	44 710,73
Autres	427 595,13	364 865,86	62 729,27	84 289,75
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	41 452,68		41 452,68	41 452,68
Prêts				
Autres	67 793,87		67 793,87	64 141,60
TOTAL (I)	952 989,36	749 639,69	203 349,67	251 266,34
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	9 537,50	3 815,00	5 722,50	6 507,30
Créances				
Clients, usagers et comptes rattachés	3 346 239,83		3 346 239,83	4 125 161,93
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	37 370,33		37 370,33	59 571,29
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 029 434,85		3 029 434,85	2 431 224,84
Charges constatées d'avance	42 302,30		42 302,30	20 784,26
TOTAL (II)	6 464 884,81	3 815,00	6 461 069,81	6 643 249,62
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	7 417 874,17	753 454,69	6 664 419,48	6 894 515,96

BILAN PASSIF



INSTITUT TECHNIQUE AVICULTURE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

PASSIF	Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	49 908,37	49 908,37
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	2 705 904,20	1 806 704,20
Autres		
Report à nouveau	667 597,25	326 798,79
Excédent ou déficit de l'exercice	230 969,84	340 798,46
<i>Situation nette (sous total)</i>	3 654 379,66	2 524 209,82
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	3 654 379,66	2 524 209,82
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	79 854,00	1 009 200,00
Fonds dédiés		
TOTAL (II)	79 854,00	1 009 200,00
PROVISIONS		
Provisions pour risques		200 000,00
Provisions pour charges	574 755,00	331 072,00
TOTAL (III)	574 755,00	531 072,00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	383 238,02	548 355,43
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	697 270,57	855 989,34
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 266 622,23	1 370 689,20
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	8 300,00	55 000,17
TOTAL (IV)	2 355 430,82	2 830 034,14
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV-V)	6 664 419,48	6 894 515,96

ASSOC. RÉSULTAT (LISTE)



INSTITUT TECHNIQUE AVICULTURE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	36 654,94	36 754,72
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	926 891,96	1 018 816,95
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 841 534,05	3 731 460,81
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	216 917,92	32 541,35
Utilisations des fonds dédiés		722 000,00
Autres produits	535 609,01	763 983,71
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	5 557 607,88	6 305 557,54
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 690 246,30	1 929 096,34
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	153 493,81	143 610,82
Salaires et traitements	2 200 848,99	2 165 552,00
Charges sociales	973 530,38	958 155,28
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	66 098,34	73 795,97
Dotations aux provisions	147 145,00	
Reports en fonds dédiés	69 854,00	748 767,97
Autres charges	179,05	166,83
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	5 301 395,87	6 019 145,21
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	256 212,01	286 412,33
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	16 170,31	3 850,24
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	16 170,31	3 850,24
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	16 170,31	3 850,24

ASSOC. RÉSULTAT (LISTE)



INSTITUT TECHNIQUE AVICULTURE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV)	272 382,32	290 262,57
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	51 682,49	1 502,05
Sur opérations en capital	260,52	7 776,63
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		150 678,00
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	51 943,01	159 956,68
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	106,32	242,81
Sur opérations en capital	4 524,02	24 505,98
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	4 630,34	24 748,79
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	47 312,67	135 207,89
Participation des salariés aux résultats (VII)	85 387,15	83 844,00
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 338,00	828,00
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	5 625 721,20	6 469 364,46
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	5 394 751,36	6 128 566,00
EXCÉDENT OU DÉFICIT	230 969,84	340 798,46

ANNEXE COMPTABLE

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet de remplir la fonction d'institut technique agricole dans le domaine de l'élevage avicole, cunicole et piscicole.

Elle a pour finalité de répondre aux besoins collectifs et privés des acteurs économiques dans le secteur de l'élevage avicole, cunicole et piscicole.

L'Institut prend en compte dans ses travaux les questions techniques, économiques, environnementales et sociales de l'agriculture et développe des activités techniques ou socio-économiques permettant d'améliorer la compétitivité des exploitations ou des entreprises et leur adaptation aux attentes sociales dans le cadre des objectifs de développement durable, de qualité des produits, de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire et de maintien de l'emploi en milieu rural.

Dans ce contexte, l'association a pour but de promouvoir toutes mesures susceptibles, pour l'élevage avicole, cunicole et piscicole, d'entraîner une amélioration des conditions de production et de mise en marché de cette production.

L'Institut joue, auprès des Pouvoirs Publics, un rôle consultatif dans toutes les questions qui relèvent ainsi de sa compétence.

Pour atteindre cet objectif, l'Institut mènera des actions de recherche et de développement agricole.

La nature des activités réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- a) analyser les besoins des exploitations et entreprises du secteur en vue du renforcement de leurs compétitivités techniques et économiques et de leur adaptation aux demandes sociales ;
- b) regrouper les connaissances scientifiques, les technologies nouvelles et les savoir-faire, qu'ils soient nationaux ou internationaux, pour mettre au point des procédés, des produits et des services innovants ;
- c) réaliser, notamment dans le cadre des projets communs mentionnés à l'article L. 800-1 du code rural :
 - des activités de recherche appliquée à caractère collectif visant à discerner les applications possibles des résultats d'une recherche fondamentale ou à trouver des solutions nouvelles permettant aux entreprises d'atteindre un objectif déterminé ;
 - des activités de développement expérimental à caractère collectif effectuées, au moyen de prototypes ou d'installations pilotes, dans le but de réunir toutes les informations nécessaires pour fournir les éléments techniques des décisions, en vue de la production de nouveaux matériaux, dispositifs, produits, procédés, systèmes, services ou en vue de leur amélioration substantielle ;
- d) participer au développement de l'information scientifique et technique en regroupant les connaissances, technologies et savoir-faire ;
- e) diffuser et valoriser les résultats de la recherche ;
- f) réaliser des expertises pour éclairer les décisions des entreprises et des administrations ;
- g) concourir à la définition objective de la qualité des produits de leur secteur dans le cadre des procédures de normalisation, de certification ou de qualification.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

Le Conseil d'administration de l'ITAVI du 06 décembre 2022 a acté une revalorisation de 1,5% du point d'indice salarial effective au 1er janvier et le principe d'une seconde revalorisation de 1,5% au 1er juillet 2023. Cette revalorisation du point au 1er juillet 2023 portant la valeur du point à 6,17 € brut a été confirmée par l'Assemblée générale du 15 juin 2023.

Un changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation des fonds dédiés est survenu sur l'exercice, pour une mise en conformité avec les dispositions du Règlement comptable ANC n°2018-06 applicable aux associations.

Dans ce cadre, l'association a analysé les fonds dédiés au 1er janvier 2023 afin de s'assurer qu'ils étaient conformes aux nouveaux critères de comptabilisation de ces fonds.

Il résulte de cette analyse qu'une partie des ressources figurant dans ce compte n'est pas issue de tiers financeurs et ne peut à ce titre plus figurer en poste de fonds dédiés conformément au règlement comptable ANC no 2018-06.

En conformité avec les principes applicables aux changements de méthode un montant de € 899 200 (correspondant aux financements non issus de tiers financeurs au 1er janvier 2023) a été réaffecté en « réserves pour projet de l'entité », l'application de cette nouvelle méthode ne pouvant avoir pour effet de modifier les comptes des exercices antérieurs.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

- Agencement et aménagement des constructions	5 ans
- Matériels et outillages	5 ans
- Installations générales	5 ans
- Mobilier	5 ans
- Matériel de bureau et informa.	3 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Une provision pour dépréciation est enregistrée en fonction du taux de rotation des stocks:

- Si celui-ci > 2 années de vente : dépréciation de 33%,
- Si celui-ci > 3 années de vente : dépréciation de 50%,
- Si celui-ci > 4 années de vente : dépréciation de 66%,
- Si celui-ci > 5 années de vente : dépréciation de 100%.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Comptabilisation des subventions

Les subventions dont bénéficie ITAVI peuvent constituer des financements annuels ou pluriannuels dédiés à des projets/programmes. Un financement pluriannuel couvre des charges engagées sur au moins deux exercices différents, c'est-à-dire sur une période s'étendant au-delà de l'exercice comptable de sa notification.

Les subventions ne présentant aucune clause suspensive sont comptabilisées en produit lors de leur notification

(correspondant plus précisément à la date de signature des contrats et des conventions), à hauteur des dépenses réellement engagées. Cette méthode, appliquée par l'association depuis 2012 a pour conséquence de ne pas générer des produits constatés d'avance la clôture de l'exercice, les produits n'étant pas constatés pour la totalité du montant octroyé lors de la signature des contrats et des conventions.

S'il existe, à la clôture de l'exercice, un risque de reversement partiel ou de remboursement de financements préalablement encaissés au titre de dépenses non-éligibles au financement de la subvention, les conséquences comptables sont les suivantes :

- inscription d'une provision pour reversement de subvention si la sortie de ressources est probable et chiffrable avec précision ;
- inscription d'une dette (subvention partielle ou totale à reverser) envers le financeur dès lors que la sortie de ressources est certaine et que son échéance est connue. "

CADRE A		IMMOBILISATIONS		V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
					suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement, de recherche et de développement		TOTAL I			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles		TOTAL II	113 855		2 000
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Instal.géné., agencts & aménagts const.				
	Installations techniques, matériel & outillage indust.			300 293		
	Autres immos corporelles	Instal. génée., agencts & aménagts divers		223 490		
		Matériel de transport				
		Matériel de bureau & info., mobilier		195 391		8 714
		Emballages récupérables & divers				
	Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes						
		TOTAL III	719 173		8 714	
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés			41 453		
	Prêts et autres immobilisations financières			64 142		3 652
			TOTAL IV	105 594		3 652
		TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	938 623		14 367	

CADRE B			IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légal Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions				
INCORPOR.	Frais d'étps, de recherche & de dével.		TOTAL I					
	Autres postes d'immob. incorporelles		TOTAL II				115 855	
CORPORELLES	Terrains							
	Constructions	Sur sol propre						
		Sur sol d'autrui						
	Ins. gal. agen. amé. cons							
	Inst.tech., mat. outillage indus.						300 293	
	Autres immos corporelles	Instal. géné., agencts, aménagts d.					223 490	
		Matériel de transport						
		Mat.bureau, info., mob.					204 105	
	Emballages récup. div.							
	Immos corporelles en cours							
Avances et acomptes								
			TOTAL III				727 888	
FINANCIERES	Part. évaluées par mise en equivalence							
	Autres participations							
	Autres titres immobilisés						41 453	
	Prêts & autres immob. financières						67 794	
				TOTAL IV				109 247
			TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)				952 989	

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amort. sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		91 085	11 302		102 387
TOTAL		91 085	11 302		102 387
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag. cons.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels		255 582	20 707		276 289
Autres immos corporelles	Inst. générales agencem. amén. div.	172 486	10 557		183 043
	Matériel de transport				
	Mat. bureau et informatique, mob.	162 105	19 718		181 823
	Emballages récupérables divers				
TOTAL		590 173	50 982		641 155
TOTAL GENERAL		681 258	62 283		743 542

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES									
Immobilisations amortissables		DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice			
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel				
Frais d'établissements											
Fonds commercial											
Autres immobs incorporelles											
TOTAL											
Constr. Immo. corpor.	Terrains										
	Sur sol propre										
	Sur sol autrui										
	Inst. agenc. et amén.										
	Inst. techniques mat. et outil.										
	Inst. gales, agenc. am divers										
	Mat. transport										
	Mat. bureau mobilier										
	Emballages récup. divers										
TOTAL											
Frais d'acquisition de titres de participations											
TOTAL GÉNÉRAL											
Total général non ventilé											
CADRE C	MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES			Montant net au début de l'exercice		Augmentations		Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net a la fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler											
Primes de remboursement des obligations											

MOUVEMENTS DES DÉPRÉCIATIONS

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
RUBRIQUES	Dépréciations début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations fin de l'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	6 098			6 098
Terrains				
Constructions				
Sur sol propre				
Sur sol d'autrui				
Inst. générales agen. aménag. cons.				
Inst. techniques matériel et outillage industriels				
Autres immob. corporelles				
Inst. générales agencem. amén. div.				
Matériel de transport				
Mat. bureau et informatique, mob.				
Emballages récupérables divers				
Immob. financières				
Titres mis en équivalence				
Titres de participations				
Autres				
TOTAL	6 098			6 098
Stocks	4 338	3 815	4 338	3 815
Créances				
Valeurs mobilières de placement				
TOTAL GENERAL	10 436	3 815	4 338	9 913

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les autres provisions pour risques et charges indiquées dans le tableau ci dessous comprennent les fonds dédiés.

TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	<i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
TOTAL I					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires	331 072	17 848		348 920
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grandes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges	1 209 200	199 151	1 102 662	305 689
TOTAL II		1 540 272	216 999	1 102 662	654 609
Provisions pour dépréciation	/ immobilisations	- incorporelles	6 098		6 098
		- corporelles			
		- Titres mis en équivalence			
		- titres de participation			
		- autres immobs financières			
	Sur stocks et en cours	4 338	3 815	4 338	3 815
	Sur comptes clients				
	Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III		10 436	3 815	4 338	9 913
TOTAL GENERAL (I + II + III)		1 550 708	220 814	1 107 000	664 522
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises		- d'exploitation - financières - exceptionnelles	220 814	1 107 000	
Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée					

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			utilisées	non utilisées	
Provisions pour litiges					
Prov. pour garanties données aux clients					
Prov. pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Prov. pour pensions et obligations similaires	331 072	17 848			348 920
Provisions pour impôts					
Prov. pour renouvellement des immobilisations					
Prov. pour gros entretien et grandes réparations					
Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	1 209 200	199 151	1 102 662		305 689
TOTAL	1 540 272	216 999	1 102 662		654 609
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
d'exploitation		220 814	1 107 000		
financières					
exceptionnelles					

TABLEAU DES STOCKS

	Stocks début	Augmentations	Diminutions	Stocks fin
Marchandises				
Matières premières				
Autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits	10 845,50	9 537,50	10 845,50	9 537,50
TOTAL	10 845,50	9 537,50	10 845,50	9 537,50

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES				Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations					
	Prêts (1) (2)					
	Autres immobilisations financières			67 794		67 794
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux					
	Autres créances clients			3 346 240	3 346 240	
	Créances rep. titres prêtés : prov /dep. antér <div></div>					
	Personnel et comptes rattachés			19 660	19 660	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
	Etat & autres coll. publiques	Impôts sur les bénéfices				
		Taxe sur la valeur ajoutée		5 574	5 574	
		Autres impôts, taxes & versements assimilés		11 521	11 521	
		Divers				
	Groupe et associés (2)					
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)			615	615	
	Charges constatées d'avance			42 302	42 302	
TOTAUX				3 493 706	3 425 912	67 794
Renvois	(1)	Montant des	- Créances représentatives de titres prêtés			
	(2)		- Prêts accordés en cours d'exercice			
	(3)		- Remboursements obtenus en cours d'exercice			
		Prêts & avances consentis aux associés (Pers. physiques)				
	Créances reçues par legs ou donations					

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	42 302
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	42 302

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	7 384
Autres créances	615
Disponibilités	
TOTAL	7 999

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Libellé	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres statutaires	49 908,37				49 908,37
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	1 806 704,20		899 200,00		2 705 904,20
Report à nouveau	326 798,79		340 798,46		667 597,25
Excédent ou déficit de l'exercice	340 798,46		230 969,84	340 798,46	230 969,84
TOTAUX	2 524 209,82		1 470 968,30	340 798,46	3 654 379,66

TABEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Suite à un changement de methode un montant de 999 200 € apparaissant dans la colonne utilisation correspond à une réaffectation selon la répartition suivante :

- 899 200 en capitaux propres dans le poste réserves pour projet
- 100 000 € en provisions pour charges.

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts		À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements			Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
ETUDES	889 200,00	69 854,00	879 200,00				79 854,00	
COMMUNICATION	80 000,00		80 000,00					
STRUCTURE	40 000,00		40 000,00					
TOTAL	1 009 200,00	69 854,00	999 200,00				79 854,00	

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts & dettes	à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1)	à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1) (2)					
Fournisseurs & comptes rattachés		383 238	383 238		
Personnel & comptes rattachés		331 102	331 102		
Sécurité sociale & autres organismes sociaux		294 660	294 660		
Etat & autres	Impôts sur les bénéfices				
collectiv. publiques	Taxe sur la valeur ajoutée	60 444	60 444		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes & assimilés	11 064	11 064		
Dettes sur immobilisations & cptes rattachés					
Groupe & associés (2)					
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)		729 421	729 421		
Dette représentative des titres empruntés					
Produits constatés d'avance		8 300	8 300		
TOTAUX		1 818 230	1 818 230		
Renvois	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	(2) Montant divers emprunts, dettes/associés				

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	8 300
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	8 300

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	86 881
Dettes fiscales et sociales	374 461
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	461 342

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 348 920,00 Euros.

- Taux de revalorisation des salaires : 2.5 %
- Taux de charges sociales : 48,10 % y compris la taxe sur les salaires
- Départ à la retraite à l'initiative du salarié
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Table de mortalité : INSEE H/F 2007-2009
- Taux de probabilité de présence à l'âge de la retraite : application d'un taux décroissant par âge, nul après 45ans.

RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Les fonctions d'administrateurs sont exercées à titre gratuit selon les dispositions statutaires.

LES EFFECTIFS

	31/12/2023	31/12/2022
Personnel salarié :	47,58	46,45
Ingénieurs et cadres	36,53	34,73
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens	4,00	4,73
Ouvriers		
Direction et Personnel adminis	7,05	6,99
Personnel mis à disposition :		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		

PRINCIPALES SOURCES DE FINANCEMENT

INSTITUT TECHNIQUE AVICULTURE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

SUBVENTIONS

	AU 31.12.2023	AU 31.12.2022
CAS DAR	1 578 250	1 578 250
CAS DAR - AAP (appel à projets)	538 983	457 926
CAS DAR - ATT	269 940	269 940
MINISTERES	63 769	108 504
France AGRIMER	164 419	189 700
Autres (UMT, RMT, ADEME, ANR, GIS, FONDS EUROPEENS)	1 217 006	1 127 141
TOTAL	3 832 367	3 731 461

AUTRES PRODUITS

	AU 31.12.2023	AU 31.12.2022
PRODUITS DIVERS	9 382	13 089
SESSIONS	107 922	267 629
INTERPROFESSIONS & FEDERATIONS	360 733	469 811
AUTRES CONVENTIONS	58 880	14 523
COTISATIONS ADHERENTS / STATUTAIRE	36 655	36 755
TOTAL	573 572	801 807

PRODUCTION VENDUE

	AU 31.12.2023	AU 31.12.2022
VENTE DE DOCUMENTS - BIENS ET SERVICES	546 460	630 654
TOTAL	546 460	630 654

Les créances sont principalement constituées des produits à recevoir sur conventions dont le solde s'élève à 3.337.536 € au 31.12.2023. Les principales créances composant ce solde sont détaillées ci-dessous :

CREANCES en € (montants bruts)	AU 31.12.2023	AU 31.12.2022
CAS DAR AAP	753 176	495 829
CAS DAR Dotation	315 650	315 650
CIPA	279 578	618 958
France AGRIMER	263 316	662 533
CONSEIL REGIONAL	241 998	254 460
INRAE	226 268	213 953
ACTA	162 713	95 150
INSTITUT DE DE L'ELEVAGE	140 798	124 800
MINISTERE	105 941	156 689
PEPIT	88 119	49 639
CIFOG	85 161	189 804
IFIP	62 424	60 624
CIP	58 820	45 195
AFIVOL	49 971	49 610
ABCIS	42 403	24 463
CNPO	40 528	119 436
TOTAL	2 916 864	3 476 795

CONVENTIONS MENÉES PAR L'ITAVI

INSTITUT TECHNIQUE AVICULTURE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

PASSIF - en K€.	SOLDE OUVERTURE 31/12/2022	DOTATION	VERSEMENT	SOLDE CLOTURE 31/12/2023
Créditeurs divers (AAP ITAVI pilote)	368	518	410	260
Créditeurs divers (FAM/Ministère)	209	566	711	354
Créditeurs divers (Netpoulsafe)	164	153	0	11
Créditeurs divers (Régions)	0	62	135	73
TOTAL	741	1 299	1 256	698

Ces conventions menées par l'ITAVI en collaboration avec d'autres organismes ne figurent ni en compte de produits ni en compte de charges car l'ITAVI n'a qu'un rôle de coordination pour ces conventions. Au bilan elles apparaissent dans les comptes débiteurs et créditeurs divers.

DÉTAIL DES SUBVENTIONS

INSTITUT TECHNIQUE AVICULTURE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

SUBVENTIONS	AU 31.12.2023	AU 31.12.2022
CAS DAR	1 578 250	1 578 250
CAS DAR - AAP (appel à projets)	538 983	457 926
CAS DAR - ATT	269 940	269 940
MINISTERES	63 769	108 504
FRANCE AGRIMER	164 419	189 700
REGION	289 268	296 273
ACTA - UMT	118 000	40 000
RMT	33 966	11 120
ADEME ET AUTRES AGENCES	23 998	1 993
ANR CARNOT	125 034	131 546
FONDS EUROPEENS - Poissons	241 269	387 587
FONDS EUROPEENS - Volailles	367 641	203 831
FONDS EUROPEENS - Régions	17 830	54 792
TOTAL	3 832 367	3 731 461

DISPONIBILITES	AU 31.12.2023	AU 31.12.2022
CRCAM	1 636 732	954 692
LIVRET A	79 857	77 594
CSL ASSOCIATION	1 266 025	1 352 350
COMPTE LIVRET	46 821	46 588
TOTAL	3 029 435	2 431 225

ANNEXE COMPTES DE GESTION

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

	ACTIF	EXERCICE 2023			2022
		BRUT	AMORTIS. ET PROVISIONS	NET	NET
I M A M C O T B I I F L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Droit au bail	6 097,97	6 097,97	0,00	0,00
	Concessions, brevets, licences	107 757,07	102 387,12	5 369,95	16 671,58
	Avances versées s/immobilisations incorporelles	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Matériel industriel	300 292,64	276 288,74	24 003,90	44 710,73
	Inst. générales-Agencts-aménagemts divers	223 490,00	183 042,65	40 447,35	51 004,46
	Matériel de bureau et informatique	164 118,66	144 802,39	19 316,27	29 596,26
	Mobilier	39 986,47	37 020,82	2 965,65	3 689,03
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Titres immobilisés	41 452,68		41 452,68	41 452,68
	Dépôts	67 793,87		67 793,87	64 141,60
	TOTAL I	952 989,36	749 639,69	203 349,67	251 266,34
C I A R C C T U I L F A N T	STOCKS ET EN COURS				
	Produits intermédiaires et finis	9 537,50	3 815,00	5 722,50	6 507,30
	CREANCES				
	Personnel - Avances et acomptes	19 659,80		19 659,80	21 239,80
	Produits à recevoir - TVA	17 095,24		17 095,24	37 716,20
	Produits a recevoir client - divers produits	3 346 239,83		3 346 239,83	4 125 161,93
	Autres	615,29		615,29	615,29
	DISPONIBILITES				
	CRCAM	1 636 731,75		1 636 731,75	954 692,05
	LIVRET A	79 857,17		79 857,17	77 594,02
	CSL ASSOCIATION	1 266 024,66		1 266 024,66	1 352 350,44
	COMPTE LIVRET	46 821,27		46 821,27	46 588,33
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
	Charges constatées d'avance	42 302,30		42 302,30	20 784,26
	TOTAL II	6 464 884,81	3 815,00	6 461 069,81	6 643 249,62
	TOTAL GENERAL I + II	7 417 874,17	753 454,69	6 664 419,48	6 894 515,96

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

	PASSIF	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
FONDS PROPRES	FONDS ASSOCIATIFS	49 908,37	49 908,37
	FONDS DE RESERVES	1 806 704,20	1 806 704,20
	RESERVES PROJETS	899 200,00	-
	REPORT A NOUVEAU	667 597,25	326 798,79
	RESULTAT	230 969,84	340 798,46
	TOTAL I	3 654 379,66	2 524 209,82
FONDS DEDIES	FONDS DEDIES	79 854,00	1 009 200,00
PROVISIONS CHARGES	PROVISIONS POUR RISQUES		
	Provision pour indemnité de départ en retraite	348 920,00	331 072,00
	Provision sur conventions	-	200 000,00
	Autres provisions pour charges	225 835,00	-
	TOTAL II	654 609,00	1 540 272,00
DETTES	ETAT et TVA	71 508,45	92 175,59
	DETTES FISCALES ET SOCIALES	625 762,12	763 813,75
	FOURNISSEURS	383 238,02	548 355,43
	REDEVABLES CREDITEURS	538 521,18	590 968,71
	CREDITEURS DIVERS AAP et autres organismes	728 101,05	779 720,49
COMPTE DE REGULARISATION	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	8 300,00	55 000,17
	TOTAL III	2 355 430,82	2 830 034,14
	TOTAL GENERAL I + II + III	6 664 419,48	6 894 515,96

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2023		
PRODUITS	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
- Production vendue		
. Vente de documents	1 790,44	2 888,06
. Biens et services	544 669,37	627 765,74
- Produits des Activités annexes		
. Locations diverses	147 430,95	143 947,98
. Mise à disposition du personnel	158 628,60	174 916,89
. Divers produits	74 372,60	69 298,28
- Production stockée	-1 308,00	-1 068,20
- Autres Produits de Gestion courante		
. Cotisations/Adhésions Site	36 654,94	36 754,72
SOUS TOTAL A	962 238,90	1 054 503,47
- Subventions		
. CAS DAR	1 578 250,00	1 578 250,00
. CAS DAR ATT	269 940,00	269 940,00
. CAS DAR AAP	538 983,06	457 926,00
. MINISTERES	63 769,28	108 504,06
. France AGRIMER	164 418,90	189 699,72
. REGION	289 267,67	296 272,89
. UMT	118 000,00	40 000,00
. RMT	33 966,48	11 119,76
. ADEME et autres agences	23 998,28	1 992,50
. ANR CARNOT	125 033,67	131 546,23
. FONDS EUROPEENS - Poissons	241 268,99	387 586,53
. FONDS EUROPEENS - Volailles	367 641,30	203 830,81
. FONDS EUROPEENS - Régions	17 829,82	54 792,31
. AIDE A L'EMPLOI	9 166,60	0,00
- Autres produits	9 382,42	13 088,90
- Interprofessions & Fédérations	360 733,44	469 810,50
- diverses conventions	58 879,57	14 523,36
- sessions	107 921,58	267 629,15
- Reprises sur provisions	207 800,20	4 765,48
- Reprises sur provisions d'exploitation	0,00	722 000,00
- Transfert de charges	9 117,72	27 775,87
SOUS TOTAL B	4 595 368,98	5 251 054,07
TOTAL I (A + B)	5 557 607,88	6 305 557,54
PRODUITS FINANCIERS		
- Revenus du Livret A/CSL associations	16 170,31	3 850,24
TOTAL II	16 170,31	3 850,24
TOTAL PRODUITS COURANTS (I + II)	5 573 778,19	6 309 407,78
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
- Sur opérations de gestion	51 682,49	1 502,05
- Autres produits exceptionnels	260,52	7 776,63
- Reprise PIDR	0,00	150 678,00
TOTAL III	51 943,01	159 956,68
TOTAL GENERAL	5 625 721,20	6 469 364,46

ANNEXE CHARGES

INSTITUT TECHNIQUE AVICULTURE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

CHARGES	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>		
- Achats non stockés	13 048,19	25 484,65
- Services extérieurs		
. Sous traitance	3 311,51	12 072,76
. Locations immobilières	307 541,88	297 861,24
. Locations mobilières	39 457,77	44 440,83
. Charges locatives	58 430,63	60 137,48
. Divers taxes bureaux	29 391,43	25 277,81
. Entretien et réparations/Maintenance	93 781,30	123 826,04
. Prime d'assurance	18 112,02	19 411,20
. Etudes et recherches	539 927,95	558 965,14
. Documentation, frais de colloques, sessions, formations	116 707,05	232 775,43
- Autres services extérieurs		
. Personnel Extérieur	34 743,95	50 297,14
. Honoraires	52 210,39	60 326,40
. Frais de formation du personnel	15 327,85	33 174,66
. Publicité, publication, relation publique	65 766,04	70 425,48
. Déplacements	235 347,20	247 613,57
. Frais postaux/Services bancaires	55 261,14	54 712,41
. Cotisations	11 880,00	12 294,10
- Impôts, taxes et versements assimilés	111 572,43	102 025,79
- TVA non récupérable	41 921,38	41 585,03
- Salaires et traitements	2 160 890,52	2 128 824,48
- Charges sociales	973 530,38	958 155,28
- Indemnités stagiaires	39 958,47	36 727,52
. Droits d'auteur/redevances dépôt marque	179,05	163,80
. Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
. Dotations aux amortissements	62 283,34	69 457,77
. Pour risques sur stocks	3 815,00	4 338,20
. Pour risques & charges (PIDR)	17 848,00	-
. Provisions pour charges	129 297,00	-
. Engagements à réaliser sur ressources affectées	69 854,00	748 767,97
TOTAL I	5 301 395,87	6 019 142,18
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>		
- Sur opérations de gestion	4 630,34	24 748,79
	-	3,03
TOTAL II	4 630,34	24 751,82
. Intéressement	85 387,15	83 844,00
. Impôts sur les sociétés	3 338,00	828,00
TOTAL CHARGES	5 394 751,36	6 128 566,00
RESULTAT NET	230 969,84	340 798,46
TOTAL GENERAL	5 625 721,20	6 469 364,46